

L'état du livre dans les pays du Tiers-Monde

Rabah ALLAHOUM*

ABSTRACT

Book is becoming the most accessible mean of information, especially with technological transformations occurring during the last decades. However, the dramatic situation in third world reveals the important efforts to be invested in the field of book production to make a possible path for Socio-économique growth.

Bien culturel commun à toute l'humanité, support de pensée, véhicule de la connaissance, le livre est devenu grâce au développement technique, le moyen d'information le plus accessible. Son apparition qui remonte à plusieurs siècles reflète bien le souci et la préoccupation de l'homme à porter un témoignage concret sur la vie humaine.

Malgré le développement prodigieux des moyens de diffusion modernes où l'image apparaît sans contexte comme un des faits majeurs de notre époque, le monde a connu, depuis la seconde guerre mondiale, une véritable révolution du livre.

Etat de la production mondiale :

Entre 1950 et 1970, la production mondiale est passée de 230.000 titres à 350.000 titres/an et de 2.5 milliards d'exemplaires à 8 milliards (1).

Cependant, l'analyse de certaines données statistiques que publie annuellement l'UNESCO, révèle que la révolution du livre rendu accessible à un prix bas du fait du progrès dans la mécanisation de la production et de la diffusion, reste le privilège des pays nantis. Autrement dit, le caractère international du livre n'est pas aussi évident qu'il y paraît au premier abord.

Dans une proportion écrasante, une grande quantité de livres est publiée dans un nombre relativement restreint de pays dotés d'un haut niveau technologique.

A l'heure actuelle, quatre nouveaux titres sur cinq sont produits dans les pays développés. En 1970 les pays développés représentaient 29% de la population mondiale, produisaient 87% des titres édités et 93% du nombre d'exemplaires produits. En 1978, ils représentaient 26% de la population mondiale, produisaient 82% des titres et 89% d'exemplaires.

En valeur absolue (1978) et sur un total de 642.000 titres, 527.000 étaient produits dans les pays développés.

En 1977, la valeur des exportations de livres atteignait 2.116.884.000 dollars. L'apport des pays sous développés dans la production mondiale reste très faible (115.000 titres en 1978).

Ainsi, le monde Arabe, partie intégrante du Tiers-Monde, dont le poids démographique est important, n'a pas dépassé 0,8% de la production mondiale en 1957, et 0,9% en 1978 (2). L'Europe dont la population est légèrement supérieure à celle du monde Arabe a connu

*Chargé de Cours - Institut de Bibliothéconomie - ALGER

une évolution progressive et continue malgré la concurrence et l'impact des autres médias, surtout visuels : 288.000 titres en 1978 contre 131.000 titres en 1955 (3).

La situation du livre dans les pays du Tiers-Monde est préoccupante non seulement du fait des implications financières inhérentes aux achats nécessaires en devises mais aussi et surtout en raison des effets de la dépendance des pays nantis, métropoles économiques qui se veulent et sont encore des métropoles idéologiques.

Pour comprendre la situation du livre dans les pays du tiers monde et en particulier en Afrique, il faut tenir compte de plusieurs éléments d'appréciation dont le plus important est le sous-développement.

Il s'agit en effet, d'un continent sous-développé. Derrière cette appellation se dissimule le dénuement des pays réduits à l'état de réserves de matières premières. Ces pays doivent rattraper ou du moins réduire leur retard considérable sur les pays développés et ont donc donné la priorité à l'industrialisation.

Ce développement précipité dont le début d'exécution remonte aux années 60 (date d'indépendance politique pour un grand nombre de pays Africains), n'a pas seulement engagé des contraintes et des tensions à ces peuples, mais il s'est fait au détriment de certains secteurs importants de l'économie de ces pays. Le livre reste un domaine où très peu de pays lui ont accordé une place prioritaire. La majorité des pays du tiers-monde n'ont pas compris qu'il fallait accorder au livre une place aussi importante au même titre que les domaines (industries, mécaniques, chimiques, construction des routes...). Plus grave encore, le commerce du livre n'entre que pour une fraction très modeste dans le budget de la plupart des pays en développement : Inde 0,5% des exportations totales et 0,05% des importations, Mexique 0,7% et 0,6%, Kenya 0,3% et 0,17% (4).

La chose la plus grave, c'est que les pays en voie de développement n'ont pas suffisamment conscience du problème. ils ont mis longtemps à se rendre compte de l'urgence qu'il y avait à accroître le nombre de titres soit par la production, soit par les importations.

La démocratisation de l'enseignement et l'alphabétisation des adultes ont donné naissance à une forte demande de textes imprimés. La plupart des pays

n'avaient rien fait (ou peu) en prévision de cette demande et ont été pris de court. Certes le marché du livre scolaire a été plus ou moins satisfait grâce à l'apport extérieur. Mais, en se limitant à l'importation de manuels scolaires, ces pays ne participent-ils pas au développement d'un public uniquement scolaire qui n'aspire que rarement à dépasser le stade de la lecture outil?

La misère du livre dans les pays du tiers-monde est mise en évidence par les statistiques de l'UNESCO relatives aux livres disponibles par habitant dans ces sociétés. L'écart est énorme entre les pays développés et ceux en voie de l'être.

Face à cette situation alarmante, l'UNESCO, bien que sa politique envers les pays du tiers-monde reste un sujet de discussions et de controverse, n'a cessé de préconiser dans chaque pays la constitution d'un conseil national du livre, ou d'un organisme équivalent où peuvent se concerter les autorités responsables, les professionnels de la production, de la distribution, les écrivains et les usagers du livre.

Déjà en 1964, la conférence générale de cette organisation a rappelé l'importance des publications pour la compréhension et le développement économique et social. Elle a également reconnu la nécessité de renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'édition et de la diffusion du livre et d'encourager la publication des livres à bon marché.

L'organisation de conférences à l'échelle régionale (Tokyo 1966, Accra 1968, Bogota 1970, le Caire 1972). Ces réunions ont permis non seulement de cerner les problèmes de la production et de la distribution du livre dans les quatre régions les plus défavorisées, mais de définir des moyens d'actions et de fixer des objectifs précis à l'action internationale et nationale pour la période allant jusqu'en 1980.

Ces objectifs ont, bien entendu été définis par rapport aux plans établis par les conférences régionales des ministères de l'éducation. Ainsi et, pour la première fois, le problème de la promotion du livre et de la lecture s'inscrit de façon précise dans le contexte général du développement.

Mais est-ce suffisant? En effet et à la lumière de ces données, force est de constater que la situation de ce support est bien loin d'être réjouissante dans une grande partie du monde.

Le livre en Algérie :

En Algérie, une lecture rapide des statistiques de la production (en titre) révèle une absence presque totale d'une véritable politique du livre. Un point de vue sûr est partagé par une grande majorité des citoyens. Toute fois les causes profondes de cette situation semblent être ignorées. Ces dernières ne remontent pas uniquement au lendemain de l'indépendance mais sont le prolongement de la période coloniale.

Le livre durant la période coloniale :

La politique coloniale du livre est d'une manière générale liée à la politique de l'enseignement menée par l'administration coloniale. Il faut souligner à cet effet, le caractère utilitaire et ponctuel de cet enseignement, car il serait illusoire de lui donner une dimension autre que celle que lui assignaient ses promoteurs.

Il s'agissait en fait de former, au niveau de l'enseignement primaire, des algériens capables de déchiffrer la langue française pour les besoins de l'administration coloniale. C'est dire que les rares alphabétisés retombaient dans l'analphabétisme, faute de livres qui leur auraient permis d'élargir les champs de leurs connaissances et de leur culture personnelle.

Il est, dès lors, aisé de comprendre que dans tel contexte culturel, le marché du livre de la langue française ne fût pas considéré comme un secteur économique rentable.

Les maisons de commerce françaises qui avaient le monopole de l'importation des produits manufacturés ne se sont jamais intéressées aux livres. Celui-ci n'étant en fait utilisé que par une infime minorité et qui, en aucun cas, ne pouvait être considérée comme public intéressant de lecteurs potentiels.

Ceci n'est que le résultat de cette politique qui consentait toujours à restreindre un éventuel développement économique de l'édition et de la distribution locale en attribuant cette mission aux entreprises métropolitaines (5).

A cet effet, le commerce du livre fut vite monopolisé par les maisons d'éditions suivantes (6) : Hachette; Hatier; Nathan et A. Colin, maisons qui avaient leur siège à la métropole. Hachette contrôlait jusqu'à 80% la commercialisation du livre sur le marché algérien.

Aux maisons d'éditions déjà citées, il faut signaler les activités de certaines imprimeries installées en Algérie, telles que Baconnier; Carbonnel; El Baath; Rodocci qui imprimaient les livres religieux destinés particulièrement à l'Afrique (7).

Ce monopole du marché du livre par les entreprises métropolitaines avait réduit considérablement les activités éditoriales locales.

D'autre part, en prenant des mesures tendant à restreindre la diffusion de la littérature en langue arabe, l'administration coloniale chercha non seulement à contrecarrer l'influence des lettrés arabes sur la population, mais tentera surtout de mettre fin à l'expansion culturelle qu'elle considérait comme obstacle majeure à sa politique d'assimilation culturelle.

Mais malgré ces mesures visant à isoler l'Algérie du reste du monde arabe, la diffusion de la littérature arabe en provenance surtout de l'Égypte était largement répandue.

A la lumière de ce bref rappel de la situation du livre sous l'occupation, on peut dire que le livre est resté un élément accessoire et l'écriture un outil essentiellement utilitaire.

La diffusion du livre aura aussi, non seulement souffert du manque de structures éditoriales locales mais aussi et surtout de l'absence d'une véritable politique culturelle susceptible de promouvoir la diffusion du livre parmi les algériens. Cette situation s'est malheureusement prolongée après l'indépendance où le livre reste le parent pauvre des moyens de communication.

Le livre après l'indépendance :

L'implantation d'une industrie nationale du livre bien qu'elle ait été décidée juste après l'indépendance n'a pas été faite sur des bases solides, c'est à dire qu'elle n'a pas fait l'objet d'une étude ou d'un programme de création de structures entrant dans le cadre de l'élaboration d'une politique nationale du livre en relation avec l'évolution de la population alphabétisée en fait, on a fait que reprendre les structures laissées par Hachette et qui en aucun cas ne pouvaient répondre au contexte algérien et à la politique culturelle que comptait mener les responsables au lendemain de l'indépendance. La création de cette industrie du livre a été faite sans que la

